

# La Voix des Travailleurs

Bulletin du groupe communiste trotskiste **La Lutte**

20 mars 2014

« Prolétaires de tous les pays, unissez-vous » Karl Marx

Stib

## La fausse bataille de la réforme fiscale

A l'approche des élections, les partis bourgeois commencent à dégainer promesses et programmes supposés leur gagner les faveurs des électeurs.

Mais comment se différencier alors qu'ils gouvernent ensemble depuis cinq ans aux niveaux fédéral, régional et local dans différentes formes de coalitions ? Ils ont tous été d'accord pour sauver les banques de la faillite et en leur ouvrant largement les cordons de la bourse. Ils sont encore tous d'accord pour au contraire réduire les budgets publics, que ce soit au niveau de l'État fédéral, des régions, des communautés ou des communes. Tous les budgets ont été coupés : écoles, hôpitaux, communes. Partout, on entend les cris d'alarme de ceux qui sur le terrain n'arrivent plus à remplir leur mission vis-à-vis de la population. Les communes sont tellement étranglées qu'elles vont devoir licencier entre deux et trois mille personnes en Belgique cette année.

La Belgique, comme le reste du monde impérialiste, voit un écart grandissant entre d'un côté la majorité de la population laborieuse dont le niveau de vie se dégrade à grande vitesse, et à l'autre bout de l'échelle, une minorité de grands bourgeois de plus en plus riches. Cette injustice flagrante montre aux yeux de tous que ce sont les couches populaires qui sont les seules à payer le prix de la crise créée par les aventures financières de ces bourgeois assoiffés de profits.

Les partis politiques aujourd'hui au pouvoir ont géré cette crise et ont justement permis que les riches s'en sortent la tête haute, tandis que les pauvres sont noyés dans les difficultés, le chômage et la précarité. Maintenant, face aux élections qui approchent, ils se présentent comme soucieux d'une certaine apparence de justice sociale. Comme ils sont tous d'accord sur les objectifs, ils doivent se différencier par les méthodes. C'est ce qui donne lieu au débat actuel sur la réforme fiscale.

Le MR n'y va pas par quatre chemins : il se présente comme le protecteur des « classes moyennes » et réclame en vrac : réduction du taux de l'impôt sur les entreprises de 33% à 23%, augmentation du seuil d'imposition pour les tranches supérieures et, cerise sur le gâteau, renforcement du système des intérêts notionnels qui permet aux grandes entreprises de ne payer quasiment aucun impôt. Comme il en faut bien

un peu pour les plus pauvres, le MR propose de supprimer l'impôt pour ceux qui gagnent moins de 13000 euros par an. Cela coûterait entre 5 millions d'euros (selon le MR) et 20 millions selon une estimation universitaire. Et pour financer tout cela, le MR ne propose rien de mieux que de réduire encore plus les dépenses publiques !

Alors, évidemment, un tel programme ne peut satisfaire que ceux qui se soignent dans des cliniques privées et envoient leurs enfants dans des écoles huppées.

Le CDH va dans le même sens, celui de la réduction des impôts sur les entreprises. Il veut supprimer les intérêts notionnels mais il propose à la place un système de déduction sur investissements qui revient grosso-modo au même... Comme le MR, le CDH propose de réduire les impôts sur les plus pauvres, histoire de se donner un vernis social.

Quant au PS, il tente un tour de passe-passe : on garde les mêmes bonnes vieilles recettes, mais on les arrange différemment : on ne va pas réduire les impôts mais donner un « bonus fiscal », et au lieu de parler de « réductions de charges », on va dire « bonus social ». Mais dans le fond, le PS ne fait que proposer de réduire le coût du travail pour le patronat par une baisse supplémentaire des charges sociales. Or, même les économistes travaillant pour les grandes banques disent que ces réductions de charges sociales n'ont jamais créé aucun emploi ! Et quand il s'agit de taxer les riches, Magnette clame sur sa gauche qu'il veut introduire un impôt sur la fortune, tandis que sur sa droite, il minimise en disant que cela ne touchera que les 80 000 bourgeois les plus riches, et avec un taux de seulement 1% ! Ce n'est certainement pas cela qui va améliorer le sort des couches populaires, mais le PS compte là-dessus pour se donner un vernis de gauche et conserver les votes des travailleurs.

Tous ces programmes électoraux vont dans le même sens : dérouler le tapis rouge devant le patronat. Or, il faudrait au contraire, que les travailleurs leur demandent des comptes. Il faudrait le remboursement par les actionnaires de toutes les aides qu'ils ont reçues depuis des années, l'augmentation générale de tous les salaires et l'interdiction des licenciements dans les entreprises qui font des bénéfices !

Après l'avoir lu, fais circuler ce bulletin

## **Harmony, marre de cette foire !**

Les nouveaux horaires sont entrés en application depuis ce lundi 17 mars. Les situations familiales ne sont pas prises en considération. Des pères de famille qui ne sont pas intéressés par les primes sont forcés de travailler le week-end. Des chauffeurs qui sont en roulement depuis quelques années sont renvoyés dans le hors roulement, dans la situation du début de leur carrière à la Stib. Ce n'est pas la réorganisation des services spéciaux et des entités qui en est responsable, mais bien l'annualisation du temps de travail que masque Harmony. Pour payer moins d'heures supplémentaires et faire prêter toutes les heures payées, le patron est prêt à démolir notre vie. Comme les syndicats se font complices de la direction qui satisfait Paul en mécontentant Jacques et puis l'inverse, des chauffeurs désespérés se mettent en arrêt maladie pour échapper au pire. Il est grand temps que notre ras-le-bol explose !

## **Sous-traitance**

Le service médical n'est plus assuré par la Stib mais par Securex. Ces médecins prennent des décisions capitales pour notre avenir sur base de dossiers épais comme des bottins qu'ils n'ont pas lus. Ils ne sont même pas formés à l'entreprise avant de commencer le travail ; ils ne savent pas ce qu'est un roulement ou une tendance. En sous-traitant, le patron cherche à faire des économies et à se dédouaner de la responsabilité des décisions médicales.

## **Agressions, seuls face à la violence**

Un chauffeur s'est fait agressé par un couple avec enfant dans la journée du jeudi 6 mars sur la ligne 29. Les portes du Citaro s'étaient refermées automatiquement sur la poussette et l'enfant non attaché avait fait une chute. Il est évident qu'un accompagnateur aurait pu désamorcer la colère de ces passagers. Les formations « maîtrise de soi » ne vont pas améliorer nos conditions de travail et servent surtout de façade à la direction. Il faut plus d'agents d'accompagnement et de patrouilles d'intervention.

## **Économies sur le personnel**

La direction a décidé de supprimer tous les agents de plusieurs stations de métro. Les usagers sont laissés sans aide devant des guichets automatiques souvent défectueux ; aucune assistance non plus pour s'orienter et trouver son chemin. Et pour la sécurité, la direction s'en remet aux gardiens de la paix avec qui elle a signé une convention. Elle se moque bien de ce

qui peut arriver aux usagers, seul l'argent économisé compte.

## **Économies sur le matériel**

La Stib a commandé 172 nouveaux bus. Ce n'est pas assez pour remplir le futur dépôt d'Anderlecht et remplacer tous les vieux bacs des dépôts. La direction va donc continuer à faire rouler de vieilles carcasses dangereuses. En plus, le nouveau matériel est de mauvaise qualité, car elle l'achète au prix minimum. Par exemple, les rames de métro « boas » installées en 2007 présentent déjà une usure importante qui demande une intervention quasi quotidienne du matériel roulant. C'est sûr que notre aristo de patron, lui, ne roule pas dans une poubelle !

## **Attribution arbitraire des congés**

Les congés affichés aux valves depuis le 1<sup>er</sup> mars sont normalement attribués en fonction de l'ancienneté et de la situation familiale. La liste du classement pour l'ordre d'attribution n'est pourtant pas respectée ; certains obtiennent satisfaction avant d'autres mieux classés. Le processus d'attribution des congés est opaque. Des congés sont refusés pour des périodes où les services réserves se comptent par dizaines. Il faut que nous allions mettre notre nez dans cette affaire pour y mettre de l'ordre !

## **Les assistés sociaux**

Depuis 2007, tandis que les budgets publics ont été réduits de façon dramatique, l'État a soutenu massivement les entreprises : aujourd'hui un emploi sur trois est subsidié par le gouvernement fédéral. Dans des centaines d'entreprises, qui font pourtant des bénéfices, une partie des salaires est payée par nos impôts. S'il y a des assistés sociaux, ce sont les patrons !

C'est pour cela qu'il faut exiger d'urgence un contrôle des travailleurs sur les comptes de entreprises.

## **Un exemple à ne pas suivre...**

En Angleterre, le gouvernement de Cameron a réduit les impôts sur le revenu pour les tranches supérieures et augmenté les prélèvements sur les retraites. Résultat, ceux qui gagnent plus de 180 000 euros paieront moins, tandis que les personnes âgées verront leurs pensions rabaissées de plusieurs centaines d'euros par an. Selon l'ONG Oxfam, les cinq familles les plus riches possèdent plus que les 12,6 millions les plus pauvres. Cameron présente ses mesures comme une aide à la relance, mais ce genre d'aide, en Angleterre comme en Belgique, ne relance jamais que les profits des riches.